

Guéguerres

Ma dernière contribution, à travers la presse, consistait en un message adressé à Monsieur Saïd Sadi, lui témoignant mon soutien et mes encouragements à continuer d'écrire et de s'exprimer à propos de l'histoire de la guerre de Libération nationale tout en lui signifiant que cette attitude n'équivalait pas à une adhésion totale et inconditionnée au contenu de ses écrits.

Mon adresse envers Monsieur Saïd Sadi procédait d'abord d'une position principielle ensuite d'un constat à la suite de la lecture de son ouvrage dont la force et l'honnêteté intellectuelle résident dans l'identification des sources, condition première d'une démarche scientifique nous avait-on appris lorsque nous étions étudiants. Monsieur Sadi a construit à partir et autour de témoignages émanant d'acteurs privilégiés ayant vécu directement les faits et aux «premières loges» en me permettant l'expression.

Ces témoignages sont le fait d'acteurs responsables assumant leurs positionnements et assurant la crédibilité de leurs témoignages. C'est là un véritable cadrage référentiel qui fait la force du livre de Monsieur Sadi et s'il faille lui contester quoi que ce soit ou lui dénier toute crédibilité ou une part de celle-ci, c'est envers ces sources identifiées et identifiables qu'il faut s'adresser. Certains témoins qu'il cite sont encore en vie et jouissent de tout leur potentiel mémoriel et intellectuel pour asseoir la crédibilité de leurs propos.

Cette longue introduction à ma présente contribution ne vise pas uniquement à rappeler ou à justifier ma position à l'égard du livre de Monsieur Sadi mais s'inscrit surtout comme un rappel de la trame qui sous-tend tous mes écrits — articles ou ouvrages — publiés pour apporter ma part de témoignage comme rudiments, «matières premières» à l'écriture de l'histoire de la guerre de Libération nationale. Je n'ai de compte à régler avec personne ni une quelconque parcelle de mon âme à soulager ou à absoudre de quelque péché. Dans cet ordre d'idées, je voudrais rappeler deux autres contributions parues dans les colonnes de ce même quotidien : la première date du 08 juin 2005 relative à la loi n°2005-158 du 23 février 2005 adoptée par le Parlement français⁽¹⁾. La seconde contribution était adressée à Monsieur Ahmed Benbella, publiée le 20 mai 2009.

A propos de la contribution relative à la loi française suscitée, je veux dire toute ma fierté d'avoir été le premier à avoir réagi et je regrette le silence observé pendant longtemps à son égard car les autres réactions ont été bien tardives. Cela étant dit, je sou mets aux lecteurs la teneur de ma réaction. J'ai commencé ma contribution par certaines remarques préliminaires dont la plus importante

est, je cite : «Il n'est guère dans mon intention de porter un quelconque jugement sur la pertinence de cette loi française qui reste exclusivement de la compétence et de la souveraineté françaises d'autant plus que je suis profondément et farouchement jaloux du respect intangible de la souveraineté nationale et de la non-ingérence, même à l'ère de la mondialisation.» Une autre remarque préliminaire consistait à justifier ma contribution par ma position d'acteur d'une époque et témoin d'événements ayant fait l'objet d'une partie de cette loi. En ce sens, bien que n'étant pas historien, je me devais de porter contradiction à son contenu malgré la formulation de la première remarque citée précédemment. Ainsi tout le contenu de ma contribution consistait à établir l'ineptie, la falsification des faits contenus dans cette loi par la formulation principielle ou le détail factoriel. Je n'ai à aucun moment usé d'un style revanchard, insultant ou de qualificatifs propres aux slogans. J'ai toujours opté et milité pour l'affirmation ou la réplique argumentée et sereine.

A propos de la lettre adressée à Monsieur Ahmed Benbella, premier président de l'Algérie indépendante, j'avais tenu à mettre en exergue de l'article deux citations, la première est une sorte de testament de Mourad Didouche («Si nous venions à tomber au champs d'honneur, racontez-nous et dites ce que nous fûmes»). La seconde est de Monsieur Benbella, au début des années 1980 : «Si j'avais fauté, alors j'ai suffisamment payé et si j'étais innocent, alors je leur pardonne.» L'objet de ma lettre à Monsieur Ahmed Benbella était relatif à «l'affaire Chaâbani». J'écrivais : «Monsieur le président, la présente adresse vous est particulièrement et personnellement destinée, par ce que vous fûtes et ce que vous êtes. En conséquence, elle ne peut absolument pas être l'expression d'un comportement politique ou même politique de ma part (...). Mon adresse à vous concerne le martyr Mohamed Chaâbani, ce jeune colonel de la glorieuse ALN puis de l'ANP et membre du Bureau politique du FLN, au lendemain de l'Indépendance. Je tiens tout de suite à préciser que mon propos ne s'inscrit nullement comme une tentative de demander la révision du procès qui lui fut intenté et encore moins le procès de son procès (...). Il n'est nullement dans mon intention d'en faire le Dreyfus algérien et

Je lui apportais mon soutien au milieu d'une campagne frôlant sinon l'hystérie, du moins l'indécence. Je lui apportais mon soutien, qui demeure établi, malgré la différence de nos parcours, de nos perceptions, de nos positions, de nos positionnements, car je jugeais — et je le maintiens encore — que cette différence est source d'enrichissements. Si je devais lui contester une prise

pour moi, de m'inspirer d'Emile Zola. Non je n'accuse point qui que ce soit ni quoi que ce soit...» Les lecteurs auront apprécié d'eux-mêmes ma démarche et le feront d'autant plus lorsqu'ils sauront que j'étais l'un des protagonistes de cette affaire et que je fus condamné et emprisonné et les miens réprimés par le pouvoir de Monsieur Benbella.

Devrais-je pour autant aujourd'hui rouvrir les plaies et déverser tout le fiel pour ces faits ? J'y reviendrais plus loin.

Ces trois exemples (le livre de Monsieur Saïd Sadi, la réplique à la loi française et la lettre à Monsieur Benbella) expriment toute ma démarche et constituent la trame de ma présente contribution.

Dans tous mes écrits relatifs à la guerre de Libération nationale, je me faisais une religion de souligner trois fondamentaux préalables : primo, tout en étant un acteur — modeste parmi tant d'autres — de ce formidable mouvement historique que fut la guerre de Libération nationale, je ne prétendais nullement faire valoir d'œuvre historique mon témoignage. Le métier d'historien est toute une autre affaire obéissant à ces critères que je ne peux nullement faire valoir ou prétendre atteindre «autodidactiquement».

C'est dans cet esprit que j'écrivais dans l'adresse à Monsieur Ahmed Benbella, à propos de Mohamed Chaâbani : «Monsieur le président, vous conviendrez aisément et indubitablement avec moi que les jeunes historiens d'aujourd'hui et que les futurs historiens éprouveront d'immenses difficultés à appréhender l'histoire de Mohamed Chaâbani (...)

Ils se demanderont fatalement (le) comment et (le) pourquoi (de cette histoire) et orienteront leurs préoccupations à déterminer les auteurs et les circonstances de ce cas (...) Ils verseront alors dans le «dryfusionnisme» (...).

Secundo, mon (mes) témoignage(s) se rapportent naturellement à une période et un espace bien déterminés et très limités ne peut (ne peuvent) donner lieu à une quelconque généralisation ou une hypothétique extrapolation, fatalement non crédibles. En apportant mon témoignage, je le circonscrivais à ma vérité ou ce que je croyais être ma vérité de l'époque, en fonction de mes connaissances de l'époque tout en m'appliquant à ne pas les polluer, les travestir par des connaissances ultérieures aux

faits. Certes la démarche n'étant guère aisée, donc je ne peux attester et garantir ce témoignage que par la probité intellectuelle, sa sincérité.

En d'autres termes, ce n'est qu'un témoignage. En tant que juriste de formation, je n'ai jamais été partisan de la formule : «dire la vérité, toute la vérité et rien que la vérité» et je lui préfère celle qui consiste à dire : «Ma vérité (ou ce que je crois sincèrement en être ainsi), toute ma vérité et rien que ma vérité», étant entendu que la formule possessive n'équivaut point le déterminatif définitif, pour plagier les grammairiens.

Tertio, la guerre de Libération nationale étant un formidable mouvement historique, né de la volonté conjugée des hommes et des événements, transcende dans un rapport interactif cette même volonté voire cette conjugaison. C'est pourquoi, toute œuvre, toute contribution visant à décrire, rapporter, transcrire, narrer, raconter cet impétueux mouvement de l'histoire érige une vigilance extrême de la part de tout prétendant à pareil ouvrage. C'est le seuil du monde de l'histoire et du métier d'historien qu'on ne peut franchir aisément et surtout impunément et je ne le franchirai pas pour ma part. Néanmoins, en tant qu'acteur modeste de ce vaste mouvement, mais surtout en tant que témoin ayant rédigé et publié ses mémoires, je me devrais de préciser, et cela revenait à chaque fois comme un refrain («témoignez ! témoignez ! témoignez !»), comme un leitmotiv, qu'en tant qu'acteurs, «nous n'étions ni anges ni démons». C'est aussi dans cet esprit que j'avais intitulé mes mémoires *Monologue, dialogue, un homme face à l'histoire*, chaque vocable ayant sa charge sémantique. Ce sont ces fondamentaux qui motivent ma présente contribution et en ce moment précis où nous célébrons le cinquantième anniversaire de la victoire (19 Mars 1962) et dans quelques semaines le cinquantième anniversaire du recouvrement de la souveraineté nationale. A cette occasion, on nous annonce de part et d'autre une profusion de livres, de films, de documentaires, de reportages audiovisuels et écrits. Ce sera, j'imagine, un réveil torrentiel des mémoires.

Tant mieux et je m'en félicite même si je regrette que ce «débit» sera plus fort de l'autre côté que chez nous. Il y aura fatalement et assurément dans cette «profusion mémorielle» du très bon et du très mauvais, des

de position, le rapport de faits historiques ou bien encore l'interprétation ou la qualification de ces faits, cela ne pouvait se faire que par une réplique argumentée, raisonnée, voire rationnelle et surtout sereine, franche et sincère, loin de toute invective, de tout sensationnalisme, de toute instrumentalisation postérieure de l'objet, de tout «marketing englant».

Par Mohamed Djeraba

témoignages avisés, profanes, intéressés, désintéressés, probes, orientés à des fins avouées ou inavouées, en somme du mielleux et du fiel-leux. Bref, les «guéguerres» mémorielles sont déjà entamées, et l'on nous «conseille» déjà la sécurité et la mesure dans la célébration.

Paradoxalement, et au fond de moi-même, j'adopte et j'adhère à ce «conseil» mais pour des raisons tout à fait autres. Tout ce torrent mémoriel, avec tout ce qu'il charrie, n'exprime en fait que la grandeur de notre guerre de Libération nationale qui fut un moment privilégié du siècle passé. Chez nous, ce mouvement mémoriel a déjà commencé même timidement. Des témoignages sont régulièrement publiés par la presse nationale. Ils émanent d'acteurs directs de ce mouvement de libération qu'un célèbre chroniqueur qualifiait récemment de «Has been» et quoi de plus normal car ne peuvent témoigner que les «Ras been». C'est la loi de la nature. La véritable et pertinente question est celle du contenu du témoignage et des postures de son auteur. C'est à propos de ce mouvement que j'interviens tout en répétant à l'envi ma totale adhésion et ma profonde conviction de la nécessité d'une telle démarche.

Point de place à la censure ni à l'auto-censure. Néanmoins, une telle liberté requiert une vigilance à toute épreuve et une pédagogie constructive. On a pendant trop longtemps critiqué à tort ou à raison et beaucoup à raison la politique officielle à cet égard.

Cette critique fort fondée ne doit nullement le «droit» à une démarche, apparemment antinomique, qui aboutit au même résultat. Si la politique officielle en matière d'histoire s'est, en permanence, fondée une vision, une présentation idyllique, angélique, épique de la guerre de Libération nationale, le réveil et la libération de la parole et des mémoires doivent éviter l'autre écueil, celui de la vision, de la présentation «démoniaque».

La réalité historique n'appartient ni à la vision officielle ni à celle qui lui est opposée.

Les témoignages publiés dernièrement peuvent donner lieu à des interprétations et à des lectures très dangereuses de certaines étapes de la guerre de Libération nationale et de là ouvrent la voie à la généralisation et l'extrapolation.